

mes gouvernementaux, rechercher l'habitant déraciné, le trouver à la ville où il s'enlise dans l'inaction, s'enquérir de ses antécédents, de ses aptitudes, de ses moyens, de la composition de sa famille et de l'aide qu'il peut en recevoir, puis, au moyen du secours fourni par le Gouvernement, le replacer sur une terre où il pourra rétablir son foyer et vivre décemment. C'est tout ce qu'il a droit d'espérer, et l'on n'a pas encore démontré que le cultivateur de talent moyen, qui a de la santé, de l'énergie, une bonne conduite morale, ne peut pas trouver cela sur sa terre, savoir : sa nourriture, son vêtement et son abri.

J'ai tenté de toucher, en quelques traits généraux, à l'action gouvernementale d'hier qui, à mon sens, a été fructueuse et, aussi, à celle, peut-être, de demain, telle que je l'envisage et, qu'on me permette d'ajouter, telle que je la souhaiterais. Le premier devoir de l'Etat est d'ajuster son budget. Ce devoir, le Gouvernement est à le remplir, quelle que soit la difficulté de notre situation. Il doit aussi, dans une période de malaise comme celle que nous traversons, venir en aide aux souffrances et aux misères qui s'imposent nécessairement à l'attention publique. A cette obligation, qui a un côté pénible, parce qu'à y pourvoir l'Etat risque de trop grever sa trésorerie et que, par ailleurs, il lui faut charger davantage les épaules du contribuable, ceux qui gouvernent à cette heure, non seulement ne se sont pas soustraits, mais ils y ont apporté un zèle, une puissance de travail, un savoir-faire dont l'opinion publique modérée et saine sait leur rendre justice.

Il est un point, toutefois, que l'Etat ne saurait dépasser dans l'exercice de sa fonction naturelle. Et puisque ce serait sortir de son rôle que de le dépasser, il importe de ne pas créer une mentalité qui puisse porter les masses à tout attendre de l'Etat. En faisant ici allusion à cette conception, que je crois juste, de l'intervention étatique limitée, je n'ai pas l'intention de donner un avertissement au Gouvernement que j'appuie et dans lequel j'ai foi. Un gouvernement qui conserve et qui protège comme celui-ci ne peut donner aucune crainte qu'il batte en brèche une des traditions les plus chères du parti qui l'a choisi. Ce que je veux me permettre de souligner, c'est le rôle que, à des heures semblables à celles que nous vivons, les gouvernés ont eux-mêmes à jouer dans leur propre sphère.

Il y a un instant, je parlais de cette loi qui s'appelle l'équilibre social. Par toutes les vues échangées en cette Chambre sur les questions relatives au budget, de près ou de loin, on saisit jusqu'à quel point de perturbation profonde le centre de gravité s'est déplacé dans la charpente économique du monde. C'est

ce centre de gravité qu'il faut retrouver et ramener. En le perdant, les collectivités qui ont abusé de leur prospérité même, en s'inspirant d'un optimisme outrancier, subissent une dure leçon. Nous la subissons tous. Mais si dure qu'elle soit et si courte qu'on la désire, il est inévitable qu'elle doive commencer par profiter au monde qu'elle éprouve.

Sans ce réveil de la conscience des peuples aux lois du "pain gagné à la sueur de son front", de l'épargne, de la justice pour tous, de la charité et du sacrifice, les gouvernements les plus éclairés et les mieux dirigés resteront impuissants. Et leur demander, comme on le fait parfois en certains pays et même chez nous, comme certains députés de l'extrême-gauche l'ont fait en cette Chambre, d'essayer d'enrayer cette carence par des moyens éstatistes, c'est tout simplement ajouter le désordre gouvernemental au désordre social et préparer l'anarchie ou la révolution.

Ce qui me frappe au sein même du marasme présent et ce qui m'y fait discerner des signes précurseurs de rénovation, c'est que nous semblons revenir peu à peu aux voies où nos pères furent heureux de marcher. Les prix étaient bas alors : les œufs, le beurre, la viande, les habits, le bois, le charbon, les services du notaire, du médecin, coûtaient peu cher. C'est qu'un sou valait beaucoup et qu'il fallait le gagner à la sueur de son front. Ce sou, on l'appréciait, on le mettait, quand c'était possible, dans le bahut familial, précieusement, on n'hésitait pas à le donner ou à le prêter au voisin pour reconstruire sa maison ou sa grange incendiée, parce qu'on aimait mieux son voisin que son sou, même péniblement gagné. En cet âge, on savait servir et être servi ; aussi les rapports entre serveurs et maîtres, entre employés et patrons, entre prolétaires et capitalistes étaient-ils empreints d'un esprit d'humanité qui constituait pour la société un équilibre d'une stabilité inappréciable.

Aussi y avait-il une plus équitable répartition des biens de ce monde, moins de lamentables misères courant les rues : il y avait d'innombrables bonheurs sur la terre canadienne.

Je ne m'étonne pas, pour ma part, monsieur l'Orateur, que les prix s'abaissent, surtout lorsqu'ils attestent, comme ils le font, une richesse acquise surabondante. Les années d'après guerre avaient créé une prospérité en quelque sorte factice, obtenue par une activité fiévreuse, inquiétante et mal assurée, sans égard pour les besoins et les soucis de l'avenir. Sur cette activité s'était élevée une sorte de tour de Babel où le capital et le travail, l'industrie et l'agriculture, la richesse et la pauvreté, l'injustice et la charité pratiquaient la confusion